



NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

Giwednong Aakomenjigewin Teg
ᑲ ᐃᑕᑕ-ᐃᑕ-ᐃᑕ ᐃ-ᐃᐃᐃᐃ ᐃᐃᐃᐃᐃᐃ
Institu dPolitik di Nor

Note d'information No.20 | Avril 2021

L'Université Laurentienne et l'Université de l'Ontario français dans la perspective plus large de l'enseignement postsecondaire national

IPN – Qui nous sommes

President & CEO

Charles Cirtwill

Conseil d'administrations

Pierre Bélanger
(Président du conseil)
Florence MacLean
(Vice-présidente - Nord-Ouest)
Dwayne Nashkawa
(Vice-présidente - Nord-Est)
Dr. Brian Tucker (Trésorier)
Charles Cirtwill
(Président et Chef de la direction)
Suzanne Bélanger-Fontaine

Kim Jo Bliss
Dave Canfield
Harley d'Entremont
Kevin Eshkawkogan
Ralph Falcioni
Pierre Riopel
Alan Spacek
Mariette Sutherland
Dr. Donna Rogers

Advisory Council

Jean Pierre Chabot
(Président, Conseil consultatif)
Michael Atkins
Adam Castonguay
Katie Elliot
Shane Fugere
George Graham

Peter Goring
Cheryl Kennelly
Winter Dawn Lipscombe
Dr. George C. Macey
Ogimaa Duke Peltier
Danielle Perras
Bill Spinney

Research Advisory Board

Dr. Heather Hall (Présidente,
Conseil de recherche)
Dr. Hugo Asselin
Riley Burton
George Burton
Ken Carter
Sophie Dallaire

Carolyn Hepburn
Dr. Peter Hollings
Brittany Paat
Dr. Barry Prentice
Leata Rigg
Dr. David Robinson
Dr. Lindsay Tedds

Reconnaissance des territoires traditionnels

L'IPN voudrait rendre hommage aux Premières Nations, sur les territoires traditionnels desquelles nous et travaillons. Le fait d'avoir nos bureaux situés sur ces terres est une chance dont l'IPN est reconnaissant, et nous tenons à remercier toutes les vivons générations qui ont pris soin de ces territoires.

Nos bureaux principaux :

- Celui de Thunder Bay sur le territoire visé par le Traité Robinson-Supérieur, sur le territoire traditionnel des Anishnaabeg.
- Celui de Sudbury sur le territoire visé par le Traité Robinson-Huron, sur le territoire traditionnel des Atikameksheng Anishnaabeg.
- Tous deux abritent de nombreux peuples des Premières nations, des Inuits et des Métis.

Nous reconnaissons et apprécions le lien historique que les peuples autochtones entretiennent avec ces territoires. Nous reconnaissons les contributions qu'ils ont apportées pour façonner et renforcer ces communautés, la province et le pays dans son ensemble.

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien de notre partenaire, la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario. L'Institut des politiques du Nord exprime sa grande appréciation pour leur généreux soutien, mais insiste sur ce qui suit : Les points de vue de ces commentaires sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Institut, de son conseil d'administration ou de ceux qui le soutiennent. Des citations de ce texte, avec indication adéquate de la source, sont autorisées.

Les calculs de l'auteur sont basés sur les données disponibles au temps de publication et sont sujets aux changements.

Edité par Rachel Rizzuto
Traductrice par Natalie Melanson-Martin

© 2021 Northern Policy Institute

Published by Northern Policy Institute

874 Tungsten St.

Thunder Bay, Ontario P7B 6T6

ISBN: 978-1-990372-00-1

Auteur

Dr. Kenneth Coates



Ken Coates est professeur et président de la Chaire de recherche du Canada en innovation régionale, à la Johnson-Shoyama Graduate School of Public Policy. Il est également chercheur principal sur les questions relatives aux Autochtones et au Nord canadien, à l'Institut Macdonald-Laurier.

Il a travaillé dans diverses universités du Canada (UNCB, UNB et Waterloo) ainsi qu'à l'Université de Waikato (Nouvelle-Zélande), une institution reconnue dans le monde pour ses travaux sur les affaires autochtones. Il a également été consultant pour des groupes autochtones, des gouvernements – au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie – ainsi qu'aux Nations Unies, dans des entreprises et des groupes de réflexion. Ken a également été président de l'Association des études japonaises du Canada et, en novembre, il était intronisé à la Société royale du Canada.

Ken a récemment publié un ouvrage, *From Treaty Peoples to Treaty Nation*, en collaboration avec Greg Poelzer. Il a antérieurement publié sur des thèmes tels que la souveraineté de l'Arctique, les droits autochtones dans les Maritimes, les procédés de réclamations liées aux traités et aux territoires, le développement économique régional ainsi que les stratégies gouvernementales pour le travail avec les peuples autochtones au Canada. Son livre, *A Global History of Indigenous Peoples – Struggle and Survival*, contient un point de vue sur l'histoire mondiale, au regard des problèmes qu'ont les collectivités et les administrations autochtones. Il est coauteur de l'ouvrage qui a remporté le prix Donner du meilleur livre sur la politique publique au Canada, *Arctic Front: Defending Canada in the Far North*; il était aussi en nomination pour le même prix et pour son ouvrage antérieur, *The Marshall Decision and Aboriginal Rights in the Maritimes*.

Ken contribue régulièrement par des articles pour les journaux ainsi que par des entrevues à la radio et à la télévision; il traite d'enjeux contemporains pour le Nord, les Autochtones ainsi que de technologie.

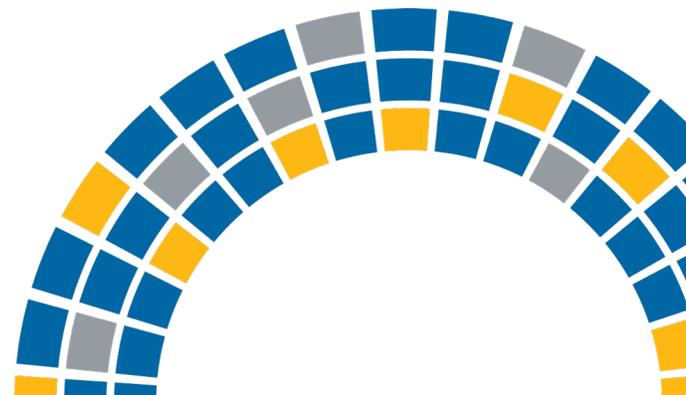
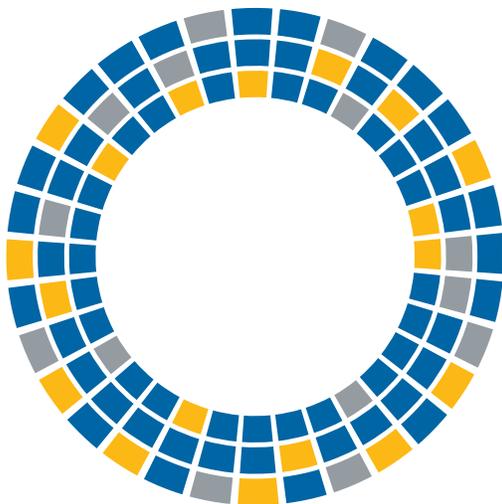
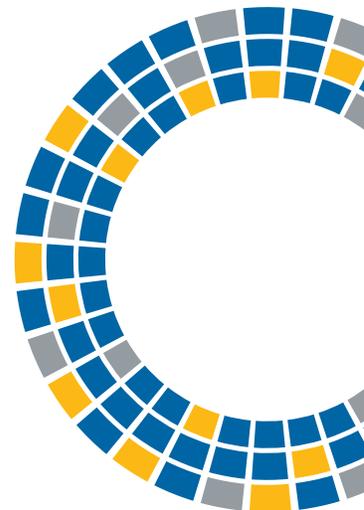
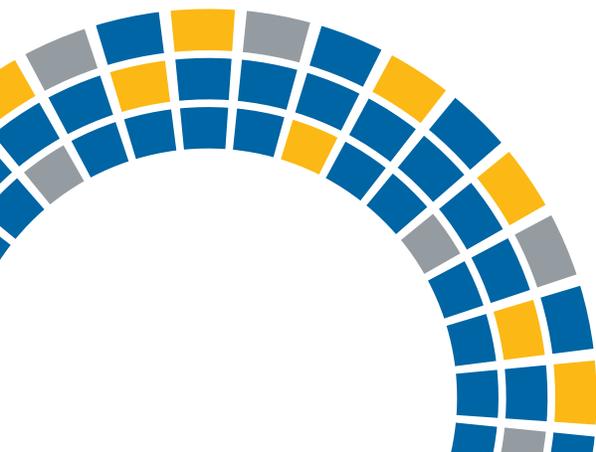
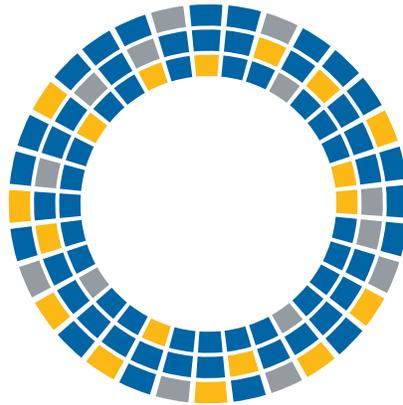


Table des matières

Sommaire exécutif	5
Introduction	6
Inscription et réalités financières	7
Surestimation de l'intérêt des lycéens français ?	11
Conclusion	13

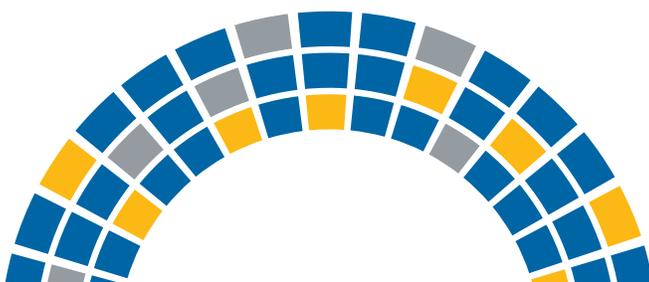
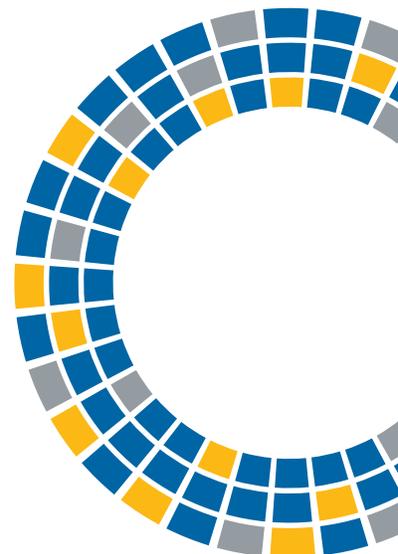
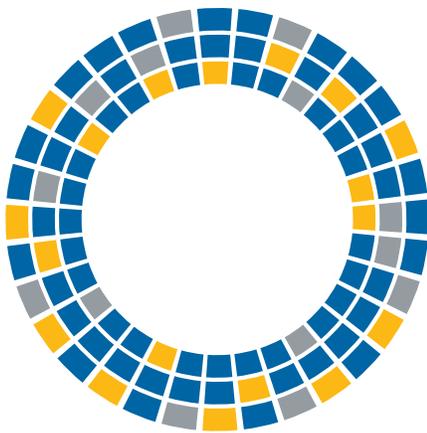


Sommaire exécutif

« Vous ne voulez jamais qu'une crise grave soit gâchée. » Le chef de cabinet du président Obama, Rahm Emanuel, a donné un souffle nouveau à cette phrase lorsqu'il l'a prononcée pendant le premier mandat d'Obama. Toutefois, ce que l'on oublie souvent, c'est la deuxième phrase de la citation : « [...] ce que je veux dire par là, c'est que c'est une occasion de faire des choses que l'on ne pensait pas pouvoir faire auparavant ».

La crise financière actuelle de l'Université Laurentienne (UL), et la crise simultanée des inscriptions à l'Université de l'Ontario français (UOF), sont-elles une telle occasion? Une occasion de faire quelque chose que nous ne pouvons pas faire antérieurement? C'est la question à laquelle l'Institut des politiques du Nord a demandé à trois grands penseurs de répondre.

Cet article répond à la question en examinant le contexte élargi de l'enseignement postsecondaire au Canada car, selon l'auteur, une institution francophone n'existe pas dans l'isolement politique de ce système élargi. En particulier, l'auteur constate que, pendant les effets de la COVID-19 sur les finances et les inscriptions dans l'ensemble des institutions canadiennes, celles du Nord telles que Nipissing, Laurentienne, Algoma et Lakehead se heurtent généralement à des difficultés d'inscription et financières, qui sont compensées pour l'instant par les inscriptions d'étudiants internationaux. De plus, il semble y avoir une surestimation du nombre d'étudiants francophones qui veulent fréquenter des institutions bilingues ou françaises. AU fait, on peut dire qu'il est difficile pour l'Université Laurentienne et l'Université de l'Ontario français de concurrencer dans un contexte d'établissements postsecondaires français au Canada, notamment l'Université d'Ottawa, de Sherbrooke, de Montréal, etc. En fin de compte, conclut l'auteur, l'argent et les inscriptions des étudiants ne devraient pas être les seuls facteurs déterminants des offres institutionnelles et des programmes – somme toute, les universités sont pilotées par les décisions des étudiants et leurs préférences en matière de carrière et d'études.



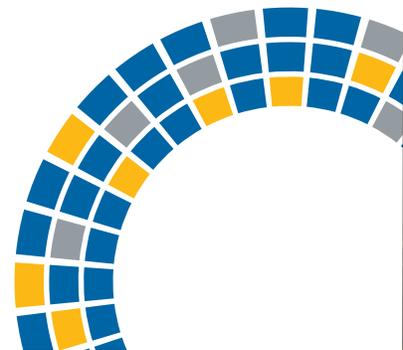
Introduction

Qualifier les universités de ballons politiques ne suffirait pas à décrire la situation actuelle. Depuis des décennies, les communautés du Canada, et plus particulièrement de l'Ontario, exercent de fortes pressions sur le gouvernement provincial pour établir des campus ou même des campus satellites dans leurs villes. Le processus s'est avéré incommode et, parfois, inconvenant, avec des pressions exercées par les leaders civiques et les chefs d'entreprise pour élargir un système d'enseignement postsecondaire déjà vaste et coûteux. La plupart du temps, cependant, ces efforts se sont concentrés sur deux éléments : le développement économique régional ou l'accès pour les étudiants locaux. Les discussions concernant l'Université Laurentienne et l'Université de l'Ontario français ajoutent des dimensions différentes et essentielles — la langue et la culture — à une situation déjà volatile.

L'annonce de la création de l'Université de l'Ontario français, faite à contrecœur par la province après l'intrusion du gouvernement canadien dans les compétences provinciales en matière d'éducation postsecondaire, n'a pas été accueillie avec enthousiasme dans toute la province. La plupart des observateurs ont remis en question la nécessité d'une université francophone autonome, s'appuyant principalement sur le fait que la demande n'a pas été avérée dans la région du Grand Toronto. Les universités et programmes de langue française existants, dont l'Université de Hearst, l'Université Laurentienne et l'Université de Sudbury, se sont inquiétés de leur avenir. Les difficultés de recrutement de l'Université de l'Ontario français, amplifiées considérablement par les perturbations de la pandémie, ont donné raison aux détracteurs (du moins temporairement), soulevant ainsi de sérieuses questions sur l'avenir de l'institution et sur les perspectives des établissements postsecondaires francophones en Ontario. Ce qui a commencé comme une expansion prometteuse de l'éducation postsecondaire francophone en Ontario semble s'être transformée en une véritable débâcle, compliquant les réalités de l'éducation de langue française et bilingue en Ontario, notamment à l'Université Laurentienne, à l'Université de Sudbury et à l'Université de Hearst.

Les crises génèrent des idées immédiates et diverses sur la façon de résoudre un problème surgissant. La fermeture de l'Université de l'Ontario français, bien que difficile sur le plan politique, ne serait pas sans précédent. L'Université technique de la Colombie-Britannique a dû fermer ses portes lorsqu'elle n'a pas atteint ses cibles d'inscription, et bien avant cela, la province avait également fermé l'Université Notre Dame de Nelson. Et, bien sûr, un exemple plus près de chez nous serait le Collège des Grands Lacs, qui a fermé en 2001 lorsque moins de 60 étudiants y étaient inscrits¹. Mais d'un point de vue électoral, les enjeux politiques de la langue en Ontario rendent périlleuse toute prise de position ferme à l'égard d'une institution francophone. Compte tenu des réalités de la pandémie et des restrictions financières qui ont été temporairement reléguées au second plan, il est peu probable que des mesures politiques soient prises de manière expéditive.

Il y a plusieurs raisons culturelles et linguistiques d'agir rapidement pour relever les défis financiers et institutionnels de l'Université Laurentienne et de l'Université de l'Ontario français. Les autres chroniqueurs de cette série aborderont ces questions au niveau des établissements et des programmes ; leurs commentaires mettront en évidence les passions, l'histoire, la culture et l'importance régionale de l'enseignement du français. Il suffit de dire que la communauté francophone de la province mérite des possibilités d'études postsecondaires appropriées, à la fois comme moyen de soutien éducatif pour une population importante et comme contribution majeure à la diversité culturelle et linguistique de l'Ontario. Mais sur le plan politique, les questions relatives à une institution francophone ne se posent pas indépendamment du système postsecondaire dans son ensemble.



¹ « Collège des Grands Lacs (fonds, C150) ». UOttawa. Disponible en ligne à <https://arts.uottawa.ca/crcsf/college-grands-lacs-fonds-c150>.

Inscription et réalités financières

La situation plus large en matière d'inscription et de financement à laquelle sont confrontées les institutions postsecondaires du Nord complique les options politiques et institutionnelles en question. Comme presque toutes les universités de l'Ontario, les établissements du Nord sont devenus dépendants des frais de scolarité élevés versés par les étudiants étrangers. Si la hausse des inscriptions dans le Nord a été impressionnante, l'impact de la pandémie et la fluctuation de la demande internationale rendent l'avenir incertain, sans toutefois manquer de potentiel à long terme. En raison des difficultés financières bien connues de l'Université Laurentienne, il est difficile de voir en celle-ci le fondement d'une réforme postsecondaire majeure ou d'une transformation institutionnelle. En effet, le gouvernement de l'Ontario subit des pressions intenses pour intervenir afin d'aider un établissement en détresse financière, ce qui risque d'épuiser la marge de manœuvre provinciale et la volonté politique d'intervenir sur des questions plus vastes concernant l'enseignement universitaire en français. Mais ce n'est que le début des difficultés. Les établissements du Nord — les Universités Nipissing, Laurentienne, Algoma et Lakehead — ont d'importants problèmes d'inscription ainsi que des problèmes financiers connexes, compensés pour l'instant par les inscriptions d'étudiants étrangers. La stagnation ou le déclin de la population régionale a compliqué les réalités de l'enseignement postsecondaire dans le Nord de l'Ontario, entraînant des défis à long terme pour les établissements régionaux.

Même si les établissements postsecondaires constituent des lieux culturels et linguistiques importants pour les communautés francophones hors Québec, les établissements francophones à l'extérieur de l'Ontario (et, évidemment, à l'extérieur du Québec) n'ont pas été particulièrement prospères au cours des dernières années. Si le campus principal de l'Université de Moncton a été relativement solide, ses campus régionaux ont connu des difficultés. Il en va de même dans d'autres régions du Canada. D'une part, on a supposé que les centaines de milliers de diplômés des programmes d'immersion française créés dans le cadre du bilinguisme officiel national seraient heureux de pouvoir poursuivre leurs études universitaires en français. Dans les années 1980, par exemple, l'Université de Victoria (ainsi que d'autres universités canadiennes de langue anglaise) a reçu des fonds fédéraux pour expérimenter la possibilité d'offrir à ces étudiants une option de première année en français. L'intérêt des étudiants a été tout au plus mitigé et l'initiative n'a pas duré longtemps. Une erreur nationale semble avoir été commise en supposant, tout d'abord, que les élèves en immersion française voulaient poursuivre leurs études en français et, ce qui est plus contentieux, qu'ils étaient en mesure de poursuivre des études postsecondaires en français.

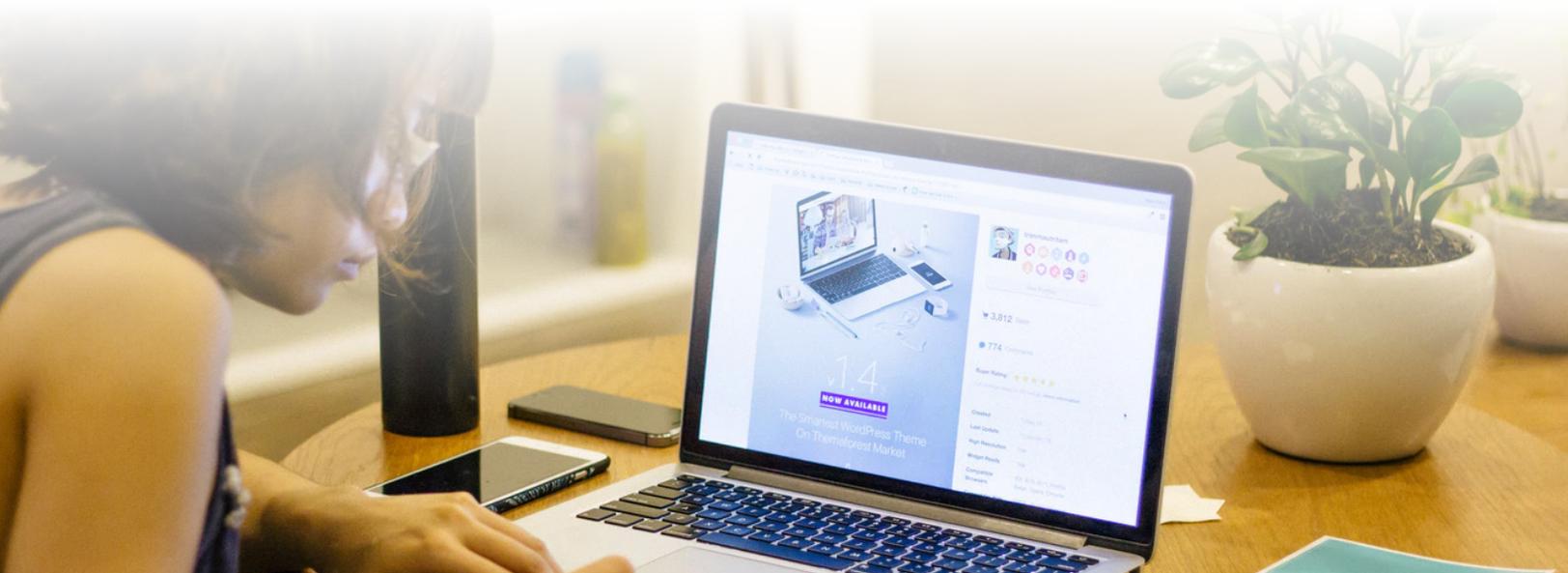
En Ontario, les défis de l'éducation en français sont exacerbés par les enjeux plus larges que connaît l'éducation postsecondaire dans la province. L'Ontario possède un excellent réseau postsecondaire de collèges, d'écoles polytechniques et d'universités, y compris des établissements spécialisés. Grâce à l'appui financier du gouvernement canadien pour la recherche et divers projets spécialisés, l'investissement du gouvernement ontarien dans l'enseignement postsecondaire a été accompagné de la volonté des étudiants de payer des frais de scolarité plus élevés (surtout pour les programmes professionnels) et d'un formidable intérêt de la part des étudiants étrangers. Ensemble, ces deux facteurs ont permis de soutenir le secteur malgré la stagnation ou la faible croissance du financement provincial. De plus, le soutien financier du gouvernement pour l'expansion des établissements postsecondaires n'a pas été exceptionnel au cours des dernières années, la priorité ayant été accordée à l'accès et à la réduction des frais de scolarité, deux facteurs qui ont eu une incidence sur les finances des établissements. À cet égard, la décision d'établir l'Université de l'Ontario français est clairement une anomalie dans le système provincial.



En fin de compte, le système universitaire canadien, dont l'Ontario est le chef de file dans bien des cas, est le résultat de plusieurs facteurs : une poussée conservatrice, des interventions politiques répétées et une croissance largement incontrôlée typique du XXI^e siècle et alimentée par les inscriptions d'étudiants étrangers. Les universités de qualité du Nord de l'Ontario — Nipissing, Laurentienne, Algoma, Lakehead et la petite Université de Hearst — qui sont rapidement devenues les pierres angulaires des économies locales doivent leur existence autant à la pression politique qu'à l'initiative provinciale. D'autres collectivités, notamment Timmins, mais aussi Orillia (où se trouve le campus satellite de l'Université Lakehead), ont reconnu l'impact local important que peut avoir un établissement postsecondaire sur la société régionale et sur le milieu commercial. L'Université de l'Ontario français est le fruit d'un effort politique concerté qui, après plusieurs années, a réussi à surmonter la résistance considérable du gouvernement et le scepticisme de l'ensemble du secteur éducatif. Les difficultés d'inscription pour cette première année ne sont pas passées inaperçues aux yeux des détracteurs et des chroniqueurs qui ont exprimé leurs inquiétudes quant aux difficultés de recrutement potentielles d'un établissement francophone situé dans la région du Grand Toronto.

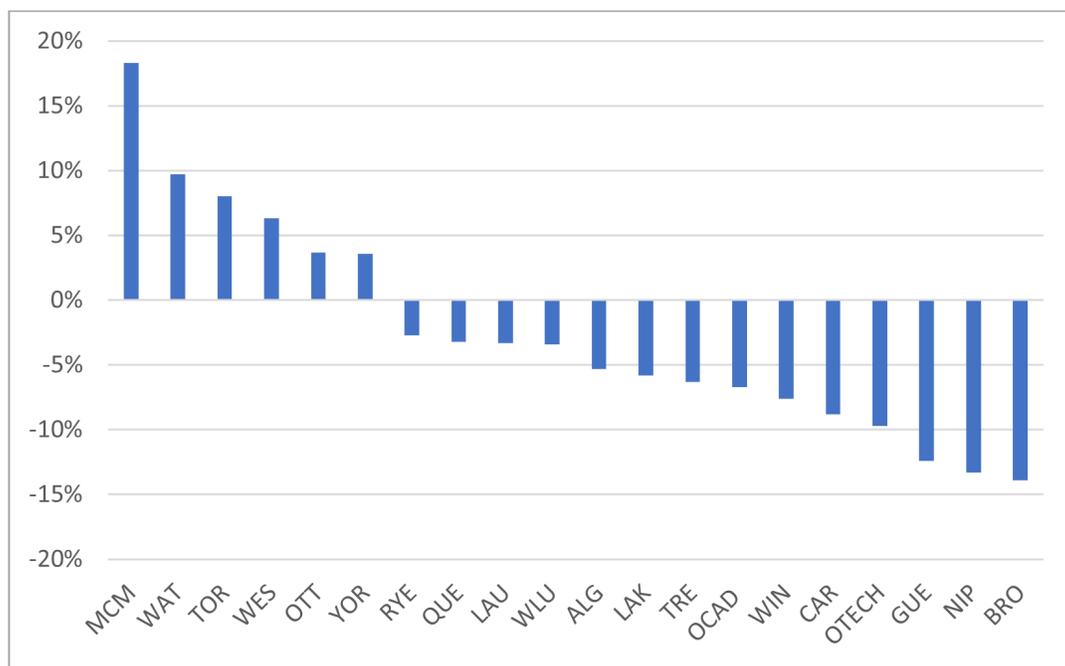
La pandémie est venue transformer de façon spectaculaire la réalité des inscriptions au niveau postsecondaire en Ontario et dans tout le pays. Il est clair que l'année inaugurale de l'Université de l'Ontario français, qui n'aurait pas été facile dans le meilleur des cas, a été compromise par les immenses incertitudes de 2021. Les contraintes sur l'inscription d'étudiants internationaux ont eu des effets importants sur les budgets des universités, alors que la crise fiscale continue de prendre de l'ampleur. Les coûts supplémentaires associés à la pandémie ont été considérables, tant en termes de pertes de revenus accessoires (résidences, cafétérias, stationnement et autres) que de coûts additionnels liés à la protection des étudiants, du personnel et du corps professoral, au déplacement des cours et des services aux étudiants vers les plateformes en ligne et au transfert de la plupart des effectifs vers des bureaux à domicile. À cela s'ajoutent les changements dans les inscriptions en raison de l'insatisfaction à l'égard de l'enseignement en ligne et de la perte d'expériences sur le campus, la grande incertitude concernant les emplois à temps partiel et les carrières pour les étudiants et les diplômés, et la détresse financière ressentie dans de nombreuses familles à cause de la perte d'emploi pendant la crise. Aucune université au pays n'est à l'abri des effets de la COVID-19.

L'Université Laurentienne se trouve dans une position particulièrement difficile en raison de ses difficultés financières structurelles. Mis à part les problèmes liés à l'enseignement en français — et les efforts déployés par l'établissement, l'Université de Sudbury, le corps professoral, le personnel et les étudiants pour montrer l'importance que la région accorde aux programmes universitaires en français — l'Université Laurentienne doit faire face à une situation difficile. Les universités ressemblent davantage à des paquebots qu'à des hors-bord. Contrairement aux collèges et aux écoles polytechniques, les universités ont longtemps été appréciées pour leur solidité et leur fiabilité plutôt que pour leur souplesse et leur adaptabilité. Pour l'Université Laurentienne, une évolution rapide et radicale sera inévitable. Personne, parmi les observateurs des universités canadiennes, ne se réjouit des choix difficiles que doit faire une institution — supprimer des programmes, licencier du personnel, réduire les dépenses tout en demeurant attrayante et favorable aux nouveaux étudiants. Bien qu'il soit fort probable que l'Université puisse être sauvée à court terme, il est presque certain que cela entraînera une réforme institutionnelle considérable.



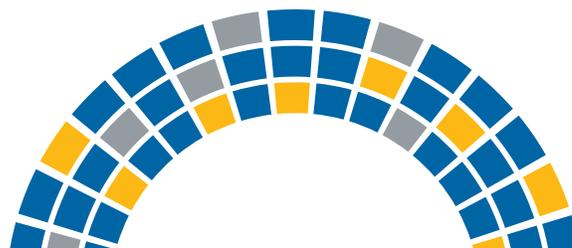
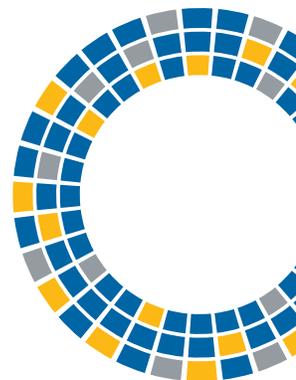
La profonde et excellente analyse d'Alex Usher et son équipe chez Higher Education Strategy Associates (HESA) aide à définir la nature du défi et les changements que doit affronter l'Université Laurentienne à court terme, et le système universitaire ontarien de façon plus générale. Par exemple, en 2021, le choix d'établissement en pleine pandémie favorise fortement les meilleures universités de recherche de la province, alors que les établissements du Nord et des petites villes ont subi une baisse spectaculaire du nombre total de demandes d'admission. (Une baisse de 15 % des demandes ne se traduit pas nécessairement par une baisse comparable du nombre d'admissions en première année, mais elle se traduit par l'admission d'une première cohorte plus faible sur le plan académique, ce qui a un effet sur les taux de rétention et d'obtention de diplômes, sans parler de l'expérience en classe des étudiants et du corps professoral.) Au fait, cette tendance se répète au Canada et aux États-Unis, ce qui suggère que la recherche d'un statut et de possibilités de carrière continue de s'accélérer. Par conséquent, cela exerce une pression croissante sur les petits campus d'arts libéraux qui se consacrent à des approches générales de l'éducation et qui mettent moins l'accent sur les programmes professionnels et techniques.

Tendances des demandes universitaires, 2021*



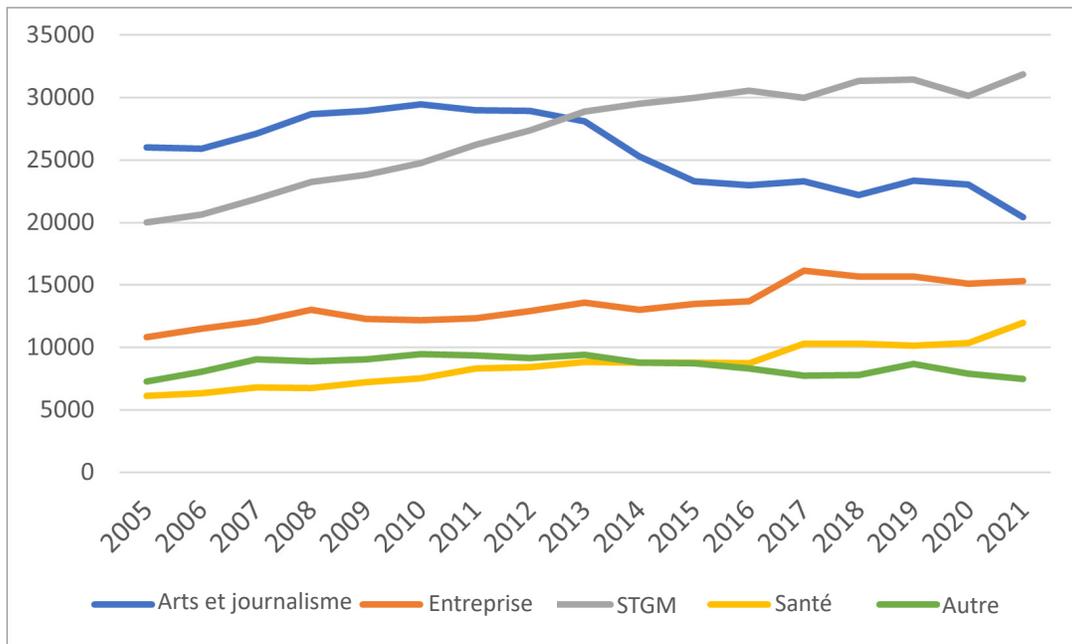
Source : Higher Education Strategy Associates: <https://higheredstrategy.com/some-surprising-applications-data/>, 27 janvier 2021.

(*Selon un reportage du 24 janvier 2021, l'Université de Hearst aurait reçu 17 demandes, soit la moitié du nombre des années précédentes.)



De même, les rapports de données de HESA font état de l'abandon des sciences sociales et humaines au profit de l'ingénierie, de l'informatique et des disciplines de la santé. La pandémie aura renforcé le pragmatisme croissant de ces deux dernières décennies, remettant en cause les petits établissements axés sur les arts libéraux en les obligeant à réorienter leurs ressources vers des programmes professionnels et à redoubler d'efforts pour attirer les étudiants des établissements plus grands aux programmes plus complets. Si l'on ajoute à cela les défis généraux et à long terme qui se posent aux universités du Nord de l'Ontario, relevés en grande partie par le recrutement d'étudiants étrangers, on peut facilement entrevoir les éléments d'une transformation à long terme du paysage postsecondaire de la province. Les difficultés actuelles de la Laurentienne ne sont donc pas particulièrement surprenantes, et elles ne représentent pas non plus le dernier chapitre des réformes financières et institutionnelles nécessaires dans tout l'Ontario et particulièrement dans le Nord.

Domaines d'études universitaires, 2005-2021



Source : Higher Education Strategy Associates: <https://higheredstrategy.com/some-surprising-applications-data/>, 27 janvier 2021.



Surestimation de l'intérêt des lycéens français ?

Les problèmes auxquels sont confrontées l'Université Laurentienne et l'Université de l'Ontario français vont bien au-delà des inscriptions, des finances et des effets de la pandémie, même si ces trois facteurs influenceront l'élaboration des politiques actuelles. Créant une situation malheureuse où le faible nombre d'inscriptions commence à décourager d'autres demandes, le peu d'intérêt des étudiants potentiels pour l'Université de l'Ontario français est un facteur critique, suggérant une surestimation importante de l'intérêt des étudiants et de leurs parents. D'autres contributeurs à cette série d'articles ont traité de manière éloquente des aspects linguistiques et culturels des décisions imminentes concernant l'Université de l'Ontario français et l'Université Laurentienne, et je me dois d'indiquer ici que j'appuie fermement l'inclusion de ces considérations dans l'établissement et le financement des institutions postsecondaires. Le gouvernement de l'Ontario a soutenu l'expansion des services postsecondaires axés sur les Autochtones et gérés par ceux-ci au cours des dernières années, et les préoccupations et les besoins de la population francophone de l'Ontario méritent une attention comparable. Des sociétés entières apprécient grandement les établissements postsecondaires qui permettent aux jeunes et aux apprenants adultes d'étudier dans des environnements où ils sont à l'aise sur les plans culturel et linguistique, autant pour montrer le soutien de la société au renforcement des valeurs et des priorités du groupe que pour les possibilités pratiques en matière d'éducation et de carrière.

Mais c'est ici que les promoteurs de nouvelles approches concernant l'Université Laurentienne et l'Université de l'Ontario français de même que les possibilités d'éducation en français doivent relever les défis les plus complexes. Premièrement, les Canadiens ont d'autres universités de langue française à portée de main², tant en Ontario (la petite Université de Hearst, ainsi que l'Université d'Ottawa et le Collège Glendon, deux établissements bilingues qui font beaucoup de recherche) qu'au Québec (bien que les frais de scolarité soient plus élevés). Les universités francophones de l'Ontario ne peuvent sans doute pas rivaliser avec l'environnement français immersif de Montréal, Québec, Sherbrooke ou les autres centres, quoique la région d'Ottawa/Hull s'en approche. Elles ne peuvent pas non plus, à l'exception de l'Université d'Ottawa, offrir les programmes complets des grands établissements québécois. L'Université Laval compte actuellement 1 000 étudiants canadiens de l'extérieur du Québec tandis que l'Université de Montréal en compte encore plus, soit 7 000. Il est difficile pour l'Université Laurentienne de rivaliser, et il est encore plus difficile pour l'Université de l'Ontario français de se tailler une place dans cet environnement concurrentiel. Il est tout aussi difficile d'affirmer que les étudiants francophones n'ont pas d'options canadiennes légitimes et de qualité pour recevoir un enseignement en français, même si ces options se trouvent assez loin de chez eux.

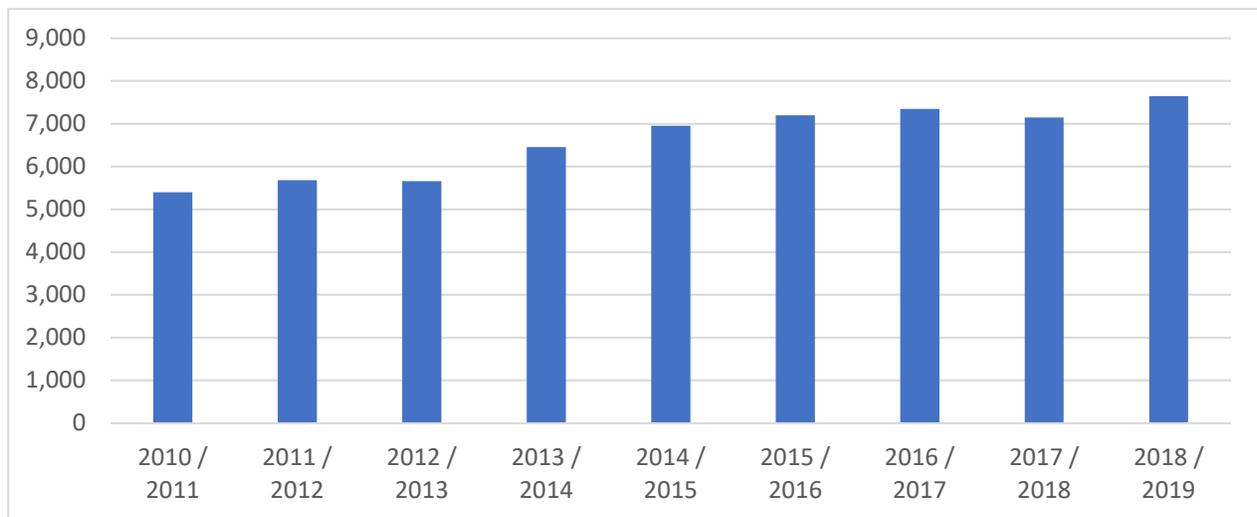
En théorie, l'Université de l'Ontario français et l'Université Laurentienne ne manqueraient pas d'étudiants potentiels. À elle seule, l'importante population franco-ontarienne de l'Ontario, qui compte bien plus de 600 000 personnes, pourrait soutenir une ou plusieurs universités autonomes et complètes. Après tout, les quelque 250 000 francophones du Nouveau-Brunswick (un tiers des 750 000 habitants de la province selon le gouvernement) fournissent un flot continu d'étudiants à l'Université de Moncton, qui compte près de 5 000 étudiants. (À titre de comparaison, l'Université Laurentienne compte environ 9 000 étudiants, dont la majorité est inscrite à des programmes et à des cours en anglais.) En revanche, beaucoup d'étudiants franco-ontariens semblent choisir d'étudier dans des programmes bilingues ou de langue anglaise, même si ceux-ci sont typiquement bilingues comme c'est le cas au Nouveau-Brunswick. Ces étudiants — et leurs parents — n'accepteraient pas nécessairement l'impératif politico-culturel d'étudier en français, qui est l'une des questions les plus importantes qui se posent.



² Ainsi que le Collège Boréal et la Cité collégiale.

La situation des diplômés des programmes d'immersion française est encore moins prometteuse. Les écoles secondaires d'immersion française ont été créées dans le cadre d'un engagement national envers le bilinguisme, devenant rapidement un programme de préférence pour les professionnels et les cadres au Canada. Le système est de grande envergure, ayant produit près de 8 000 diplômés dans la seule province de l'Ontario en 2019. En effet, cette année-là, près de 480 000 élèves canadiens se sont inscrits à des programmes d'immersion française aux niveaux élémentaire et secondaire, dont 280 000 en Ontario. Ces élèves sont généralement issus de milieux non francophones. Ils reçoivent une partie importante de leur scolarité en français, mais obtiennent leur diplôme en ayant des capacités linguistiques variables en français. Ils représentent toutefois un bassin de recrutement de choix pour les universités francophones, à la fois en raison de la langue d'enseignement principale et des bons résultats scolaires de plusieurs des diplômés. Bien que certains de ces étudiants s'inscrivent effectivement dans des établissements francophones ou bilingues — les données disponibles ne permettent pas de déterminer exactement combien³ —, la plupart semblent poursuivre leurs études supérieures en anglais. Cela représente une occasion perdue pour ceux qui seraient déterminés à créer un Canada vraiment bilingue, mais il est peu probable que l'immersion française puisse constituer une base importante pour un solide système postsecondaire national de langue française.

Inscription en 12e année en immersion française - Ontario



Source : Gouvernement de l'Ontario, *Enquête sur l'enseignement primaire et secondaire (EEPS)*, 2020

Il existe une autre source d'étudiants potentiels, moins connue celle-ci : les élèves des écoles de langue française de l'Ontario et du Canada. Toutes les provinces et tous les territoires ont des écoles élémentaires et secondaires de langue française qui produisent un groupe de diplômés correspondant tout à fait aux universités de langue française. La Colombie-Britannique, pour prendre un exemple éloigné, compte plus de 6 400 étudiants inscrits dans des classes en français, et près de 500 élèves sont diplômés des écoles secondaires de langue française chaque année. La Saskatchewan a deux écoles secondaires de langue française, même si le nombre de diplômés y est faible. Ayant été scolarisés en français tout au long de leurs études secondaires, ces élèves seraient de bonnes recrues pour les universités de langue française de l'Ontario, pourvu qu'ils soient intéressés et qu'ils aient un niveau scolaire satisfaisant. Cependant, le nombre d'étudiants qui se déplacent d'une province à l'autre est sans doute faible, et ceux-ci se dirigent probablement vers les universités d'élite à forte intensité de recherche, notamment l'Université d'Ottawa. Ce qu'il faut retenir ici — et ce qui mérite d'être étudié statistiquement à l'échelle nationale — c'est que la poursuite d'études universitaires en français ne semble pas être une priorité ni pour les diplômés des écoles d'immersion française ni pour ceux des écoles de langue française en Ontario.

³ À première vue, les données sur les inscriptions aux programmes en français dans des établissements comme les Universités Laurentienne, Hearst, York et d'Ottawa révèlent de nombreux cas de suppression et d'absence de données. Bien que cela puisse indiquer un manque d'inscriptions à certains programmes, il pourrait s'agir de programmes qui n'étaient pas offerts à ce moment-là ou, comme dans le cas de l'Université d'Ottawa, il y a tellement de programmes que les données sont trop dispersées. Le Collège Boréal et La Cité collégiale ont également des cas où il n'y a pas de données, mais nous pouvons voir que le nombre total d'inscriptions à leurs programmes en français reste stable (bien qu'il y ait une légère baisse pour le Collège Boréal).

Conclusion

Bien qu'il n'y ait pas de pénurie d'étudiants potentiels pour les établissements et les programmes francophones de l'Ontario, la réalité est que les demandes et les inscriptions continuent d'être inférieures à ce qui serait souhaitable. Les difficultés financières de l'Université Laurentienne, combinées aux impacts complexes de la pandémie, ont créé un environnement extrêmement difficile pour permettre une analyse prudente et réfléchie des perspectives d'études postsecondaires. En effet, si jamais il y avait une année où il faudrait se tapir derrière les murs des institutions et attendre le déroulement des réalités politiques et économiques, ce serait bien l'année 2021. Mais les circonstances ne permettent pas d'attendre. Les gouvernements et les institutions seront obligés d'agir, même hâtivement, face à une incertitude considérable et à de véritables défis budgétaires.

Qu'est-ce que cela révèle sur la situation de l'Université Laurentienne et de l'Université de l'Ontario français et sur les perspectives d'une réforme majeure et significative ? Premièrement, cela met en lumière les graves difficultés financières que connaissent les universités du Nord et des petites villes, laissant présager des changements potentiellement plus importants et plus systématiques à l'avenir. Deuxièmement, cela met en évidence les nombreux défis auxquels est confronté le gouvernement de l'Ontario en cette période de crise budgétaire généralisée où les coûts des soins de santé continuent de supplanter les dépenses liées aux établissements postsecondaires. Le débat fait également ressortir les aspirations légitimes, voire urgentes, de la communauté franco-ontarienne, qui cherche à renforcer des liens culturels, linguistiques et communautaires. L'argent et les inscriptions des étudiants ne devraient pas être les seuls facteurs déterminants des offres institutionnelles et des programmes. Mais dans le contexte actuel, les universités sont en fin de compte guidées par les décisions des étudiants et par leurs préférences en matière de carrière et d'études. À court terme, les options sont définies par la disponibilité de l'argent, et avec les effets de la pandémie qui pèsent sur l'Ontario et sur le pays, les perspectives sont loin d'être prometteuses. Enfin, il est important que tous les participants réalisent que l'enseignement universitaire en français ne peut pas être déterminé strictement en fonction des inscriptions ; les gouvernements et les universités doivent plutôt comprendre que la programmation linguistique et culturelle est, en fin de compte, une décision qui concerne la culture, la citoyenneté et les valeurs linguistiques de la province.

Toutes les nouvelles universités sont animées par l'idée que «si on la construit, ils viendront», pour citer le film Jusqu'au bout du rêve. Et parfois, les étudiants viennent en assez grand nombre pour justifier la poursuite d'un établissement, comme dans le cas de l'Université de Northern British Columbia (ouverte en 1994) et de l'Université Ontario Tech (ouverte en 2002), qui sont aujourd'hui de très bonnes universités. L'Université de l'Ontario français n'a pas atteint le nombre requis d'inscriptions, du moins dans un premier temps, mais ses perspectives démographiques et d'inscriptions étaient moins prometteuses dès le départ. Il n'est pas surprenant que la combinaison des difficultés de l'Université de l'Ontario français, accentuées par la pandémie, et des problèmes financiers de l'Université Laurentienne ait déclenché des discussions sur une restructuration. Diverses possibilités ont été proposées : relier l'Université de l'Ontario français à l'Université Laurentienne à Sudbury, faire de l'Université de Sudbury un établissement francophone autonome ou encore séparer les programmes en français de l'Université Laurentienne de ses programmes en anglais prédominants au moyen d'un alignement créatif quelconque. Pour les groupes culturels et linguistiques, ce sont des options qui sont valables et même urgentes, et l'on espère qu'un compromis satisfaisant sera trouvé.

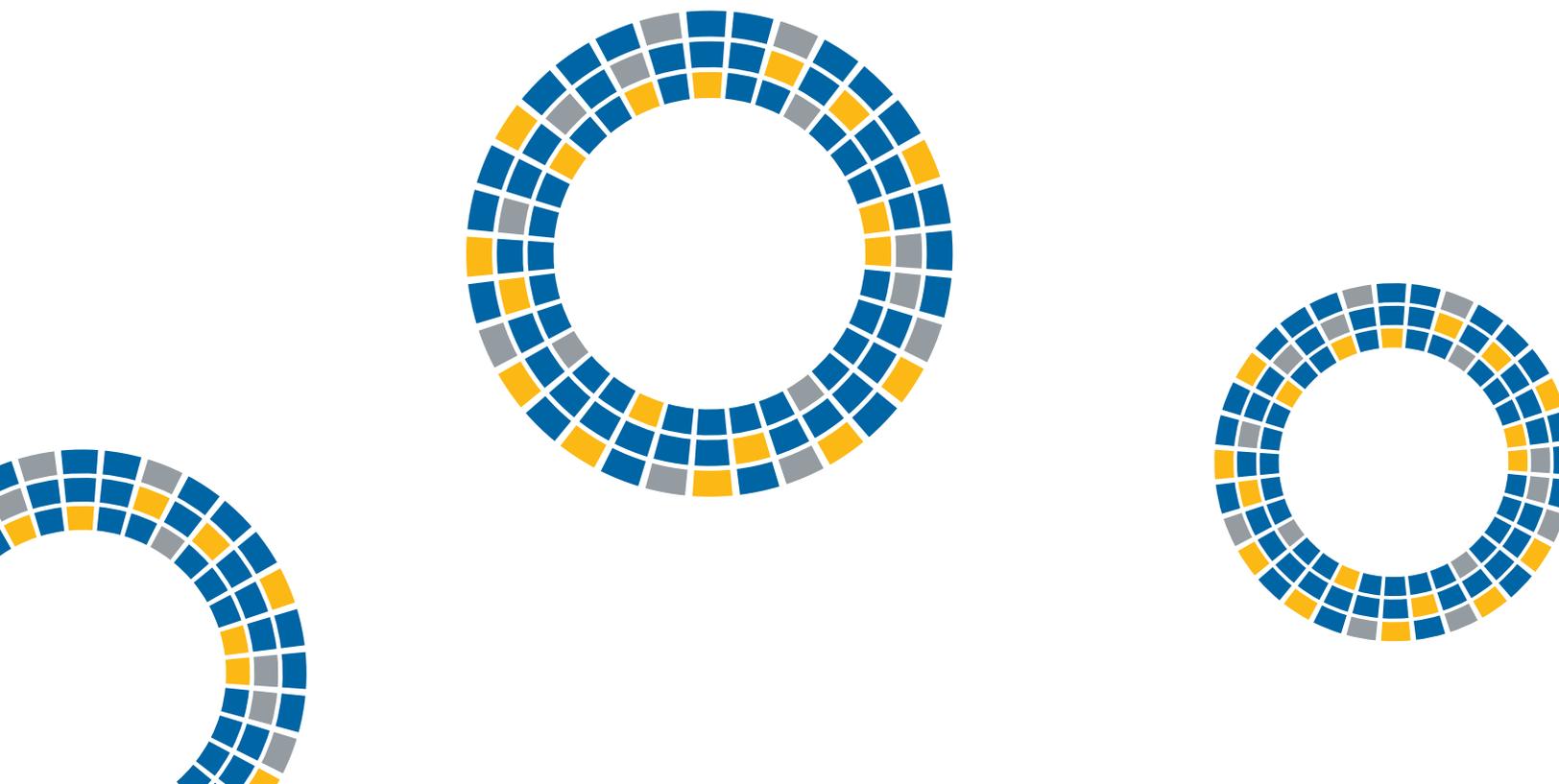


Mais comme c'est souvent le cas avec les universités, les partisans à l'intérieur et à l'extérieur du campus ne posent généralement que quelques-unes des questions pertinentes et se concentrent sur les réponses qui protégeront le statu quo ou qui appuieront un mandat spécifique. Les inscriptions, et donc le succès à long terme et la viabilité financière de l'établissement dépendent d'un ensemble complexe de facteurs : les choix des étudiants, les options de programme, les actions du groupe de pairs, la préférence des parents, les aspirations professionnelles, la perception du statut de l'établissement, le désir de rester dans la ville ou de quitter son domicile, l'accessibilité financière, etc. Certains étudiants fréquentent manifestement les universités pour des raisons culturelles ou linguistiques, notamment dans les établissements autochtones et les collèges et universités de langue française, de plus en plus nombreux au pays. Mais la culture et la langue ne représentent qu'une pièce du puzzle complexe que sont les choix des étudiants.

Ce ne sont pas les législatures provinciales, les allocations budgétaires à court terme ou les motions bien intentionnées des sénats universitaires qui détermineront l'avenir de l'enseignement universitaire francophone au Canada. La décision repose plutôt sur l'adéquation entre les offres institutionnelles et les choix des étudiants, ces choix étant fortement renforcés par les préférences des parents. Les gouvernements et les institutions peuvent influencer ces décisions par des déclarations publiques et des incitations financières, mais en fin de compte, ce sont les choix de milliers d'individus et de familles qui comptent le plus. Et c'est cet aspect — le cœur, l'esprit et les aspirations de vie des étudiants francophones — qui a attiré beaucoup trop peu d'attention dans le débat actuel sur les universités de langue française en Ontario.

Il semble que les diplômés des écoles d'immersion française et des écoles de langue française ne se dirigent pas, en masse, vers les établissements francophones. Parmi ceux qui s'y inscrivent, beaucoup se dirigent vers des établissements bilingues ou des universités québécoises. Beaucoup d'autres étudiants francophones, pour des raisons pratiques, professionnelles et personnelles, préfèrent étudier en anglais et suivre les programmes offerts dans des établissements de langue anglaise. La création de la « carotte » que constitue un établissement francophone ne fonctionnera que si cette option postsecondaire est au sommet de la liste des priorités des étudiants. Le fait qu'elle ne semble pas être une priorité absolue est un développement triste et sombre ; il y a peut-être plus à faire pour encourager ces étudiants à envisager des options de langue française qui n'incluent pas le déménagement au Québec.

Pour l'instant, toutefois, l'Université de l'Ontario français et l'Université Laurentienne devront relever leurs défis immédiats sans présumer qu'une vague de diplômés francophones du secondaire viendra à la rescousse des programmes universitaires de langue française au Canada. En effet, les promoteurs de l'éducation postsecondaire en français doivent comprendre qu'un débat public et acrimonieux sur l'avenir des établissements pourrait freiner, plutôt qu'accroître, l'intérêt des étudiants pour l'Université de l'Ontario français et l'Université Laurentienne. La réalité bilingue du Canada demeure, comme toujours, un travail en cours, particulièrement à l'extérieur du Québec et surtout en Ontario.



À propos de l'Institut des politiques du Nord :

L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des preuves, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay et Sudbury. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.

Recherche connexe

**Une université pour Timmins?
Possibilités et réalités**
Dr. Ken Coates

**Migrants parlant le français dans la
région du Grand Sudbury : 2017-2026**
Fenfang Li & Alex Ross

**L'éducation postsecondaire en
langue française en Ontario :
crise ou opportunité ?**
Dr. Stéphanie Chouinard

**Une université « par et pour »
les francophones**
Donald Dennie

Pour vous tenir au fait ou pour participer, veuillez communiquer avec nous :

info@northernpolicy.ca www.northernpolicy.ca/fr



NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

northernpolicy.ca